

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

## A. DONNEES DU PROJET ET DATES CLES

### I. INFORMATIONS DE BASE

Référence du projet : P-TZ-IAE-003	Titre du projet : Projet d'éducation parallèle et de formation professionnelle	Pays : Tanzanie	
Instrument (s) de prêt: - Accord de prêt FAD() Accord de don		Secteur: Enseignement technique/professionnel	Catégorie environnementale: III
Engagement initial: Prêt : 5.560.000 UC Don : 1.010.000 UC	Montant annulé: Prêt : 34.786,81 UC Don : 125.868,84 UC	Montant décaissé : Prêt : 5.525.213,19 UC Don : 884.131,16 UC	Pourcentage décaissé: % du prêt Prêt : 99,37% Don : 87,53%
Emprunteur : Gouvernement de la Tanzanie			
Organe d'exécution : Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle, Zanzibar			
Co-financiers et autres partenaires extérieurs : Aucun.			

### II. DATES CLES

Note de conception du projet approuvée par Com. Ops. Sans objet (S/O)	Rapport d'évaluation approuvé par Com. Ops: S/O	Approbation par le Conseil : 31 octobre 2000	
Restructuration(s): Aucune			
	Date initiale	Date effective	Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]
ENTREE EN VIGUEUR	30 avril 2001	24 décembre 24, 2001	7
REVUE A MI-PARCOURS	S/O	S/O	0
CLOTURE	30 octobre, 2006	28 juin 28, 2009	32 mois

### III. RESUME DES NOTES

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
RENDEMENTS DU PROJET	Réalisation des résultats	3
	Réalisation des rendements	3
	Respect du calendrier	2
	<b>RENDEMENT GENERAL DU PROJET</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de préparation	3
	Supervision	3
	<b>PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de préparation	2
	Exécution	3
	<b>PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>3</b>

#### IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur régional	S/O	D. Gaye
Directeur sectoriel	A. Matega	Thomas Hurley
Chef de division du projet	T.Z. Sakala	Sunitra Pitamber
Chef de projet	K. Khoudari	Abdullahi Yahie
Chef de l'équipe du RAP		Abdullahi Yahie
Membres de l'équipe du RAP		Kwasi P. Agyeman (Architecte Consultant)

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

## B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
  - stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
  - activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
  - activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet. Veuillez citer les sources concernées.
- Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

[300 mots au plus. Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin est, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet]

D'après l'Étude relative au secteur de l'éducation à Zanzibar (1995), le taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire était inférieur à 50 %, ce qui veut dire que plus de la moitié des enfants âgés de 7 à 16 ans ne vont pas à l'école. Sur l'ensemble des enfants entrant au "Standard I" (CP1), moins de 50 % terminent le "Standard VII" (CM2). Le pourcentage le plus élevé de déperdition scolaire est enregistré dans les classes "Standard VII" et "Form1" (11 et 18 % respectivement). Par ailleurs, 71 % des enfants ne poursuivent pas leurs études après la classe "Form2", (la classe de 5<sup>ème</sup>) qui est la dernière étape de l'enseignement de base. Il faut noter que, bien que ces enfants aient achevé leur éducation de base, ils n'ont pas nécessairement atteint l'âge auquel ils peuvent être légalement employés. Les enfants qui arrêtent leurs études au niveau de la classe "Form2" ne sont pas suffisamment outillés pour répondre aux exigences du marché du travail ou pour s'engager dans le travail indépendant. Il est nécessaire de mettre sur pied des programmes de formation professionnelle afin de leur donner les compétences appropriées

L'approche traditionnelle au sein de la structure scolaire classique ne permettant pas la scolarisation pour tous, le gouvernement de Zanzibar a décidé de mettre un accent particulier sur la promotion de l'extra-scolaire au niveau de l'éducation de base notamment pour les filles. Grâce à ces infrastructures du système d'éducation parallèle, les déscolarisés et les enfants qui n'avaient jamais mis les pieds à l'école faute de places, de moyens financiers, ou du fait l'opinion défavorable des parents à l'égard de l'école, ont pu apprendre à lire et à compter et acquérir les connaissances que confèrent l'éducation de base. Le projet a été formulé dans le cadre du Plan directeur en matière d'éducation au Zanzibar en s'inspirant des principes contenus dans le projet Education II qui a permis de donner en extra-scolaire une instruction de base complémentaire à des enfants déscolarisés, et des cours d'alphabétisation aux adultes dans le cadre du programme de l'éducation de base complémentaire en Tanzanie (COBET) et de l'éducation communautaire des adultes (CBAE). Le projet de développement de l'éducation parallèle et de la formation professionnelle à Zanzibar a été conçu pour combler le retard qu'accuse l'extra-scolaire à Zanzibar, surtout au niveau des îles de Unguja et Pemba.

La Banque compte d'autres projets dans le secteur, à savoir : la Facilité de prêt aux petites entreprises (SELF I), sur la partie continentale de la Tanzanie ; laquelle facilité a connu un franc succès et entre maintenant dans sa seconde phase, la SELF II. En termes de couverture de la micro-finance, le projet SELF est comparable à la pépinière d'entreprises et aux composantes de micro-crédit du projet de développement de l'éducation parallèle et de la formation professionnelle à Zanzibar, d'où le lien entre acquisition de compétences et milieu professionnel à Zanzibar et les prêts aux jeunes entrepreneurs et aux groupements de femmes sur les fonds du micro-crédit.

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

## C. OBJECTIFS DU PROGRAMME ET CADRE LOGIQUE

<b>1. Enoncer le(s) Objectif(s) de développement du projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)</b>		
<p><b>Objectif du projet :</b> i) améliorer la qualité de la formation, de l'éducation extra-scolaire, réaliser l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail. ii) aider les jeunes non scolarisés à acquérir un enseignement laïc de base ; iii) encourager les jeunes à l'auto-emploi par la promotion des activités de pépinières d'entreprises.</p>		
<b>2. Décrire les principales composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet</b>		
<p>Les cinq composantes du projet étaient les suivantes:            Composante I: la promotion des centres d'éducation parallèle. Cette composante ciblait les enfants âgés de 9 à 14 ans non encore inscrits dans une école, et les déscolarisés du système éducatif formel, qui vont suivre des cours spéciaux dans le centre d'éducation parallèle et qui, plus tard en fonction de leur performance, vont être reversés dans le système éducatif traditionnel ou vont acquérir des compétences dans des centres de perfectionnement professionnel. Elle prévoyait la construction d'un immeuble à trois niveaux, meublé et équipé, qui servira de centre d'éducation parallèle où seront dispensés les cours d'alphabétisation et de calcul. La composante II comportait : la création de centres de formation professionnelle ; deux nouveaux centres de perfectionnement professionnel devaient être construits, meublés et équipés et devaient former ses apprenants dans les métiers comme la maçonnerie, l'électricité etc sur une période de 2 à 3 ans. Ces centres devaient accueillir les enfants qui ne pouvaient pas s'inscrire dans le système éducatif formel de base et également les jeunes sans emploi et les déscolarisés du système classique. Il était prévu la réhabilitation et l'agrandissement du Centre de formation professionnelle de Mwanakwerekwe, et l'installation d'un centre informatique au lycée technique de Mikunguni.            Composante III: La création de pépinières d'entreprises. Cette composante visait à établir des rapports entre la formation et l'entreprenariat, et à encourager l'auto-emploi. Des pépinières d'entreprises devaient voir le jour dans les 2 centres de perfectionnement professionnel pour doter les apprenants de compétences entrepreneuriales avant leur diplôme de fin de formation. La composante visait en outre à aider les femmes regroupées en coopératives à acquérir les compétences en matière de création d'activités génératrices de revenus. Les fonds de micro-crédit étaient destinés à octroyer des prêts aux diplômés des centres de perfectionnement professionnel qui s'installaient à leur compte, aux IMF et aux SACCOS.</p>		
<b>3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles : noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.</b>		
CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET	EVALUATION	NOTE
<b>PERTINENTS</b>	a) Pertinents au regard des priorités de développement du pays	4
<b>REALISABLES</b>	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	4

COHERENTS	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	Le projet s'inscrivait parfaitement dans le cadre du FAD VIII, du DSP pour la Tanzanie (1999-2001) et de la politique sectorielle de la Banque en matière d'éducation, qui visait à soutenir l'éducation parallèle, la valorisation des ressources humaines et la réduction de la pauvreté.	4
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque	Le projet était conforme aux priorités générales de la Banque, notamment la valorisation des ressources humaines, la réduction de la pauvreté et l'intégration des femmes au développement. .	4

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet, les principales activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.

COMPOSANTES	ACTIVITES	RESULTATS	RENDEMENTS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
<b>Composante 1: Création de l'éducation parallèle</b>	*Construction, équipement en mobilier et en matériel des installations d'éducation informelle *La formation d'enseignants qualifiés aux méthodes pédagogiques spéciales dans divers domaines de compétences et d'activités commerciales les plus demandés sur le marché du travail.	*Construction, équipement en mobilier et en matériel d'une école d'éducation informelle. En 2005, 43% de jeunes analphabètes suivent des programmes d'éducation parallèle; 56,7% des déscolarisés sont inscrits au programme d'éducation parallèle ; augmentation du nombre de petites activités commerciales prospères * Formation et déploiement du personnel enseignant du centre *	*Renforcement des opportunités d'éducation parallèle pour les jeunes analphabètes et les déscolarisés surtout les filles *	*Taux brut de scolarisation, taux net de scolarisation, Taux net d'admission, taux de réussite, taux de déperdition, et indice de parité jeunes gens-jeunes filles.
<b>Composante 2: Centres de perfectionnement professionnel</b>	* Construction, équipement en mobilier et en matériel des centres de perfectionnement professionnel	* Construction, dotation en mobilier et équipements, et mise en service de deux centres de perfectionnement professionnel (SDCs). Rénovation et agrandissement d'un centre de formation professionnelle * Trois cents (300) diplômés chaque année. * Davantage de jeunes à former aux compétences professionnelles pour les rendre plus aptes à répondre aux besoins du marché du travail.	Davantage de jeunes mèneront une vie décente du fait qu'ils/elles exercent une activité rémunérée.	* Le taux de réussite, l'indice de parité jeunes gens-jeunes filles, et les données statistiques de la Direction de la main d'œuvre et du Ministère du Plan et des investissements

<b>Composante 3: Création de pépinières d'entreprises</b>	Création de pépinières d'entreprises dans deux (2) centres de perfectionnement professionnel (SDCs).	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Des pépinières d'entreprises installées dans les SDCs.</li> <li>* Meilleure adéquation entre formation et marché du travail.</li> <li>* Davantage de jeunes pour acquérir des compétences entrepreneuriales</li> <li>* Disponibilité de micro-crédit</li> <li>* Possibilité accrue pour que les jeunes soient aptes à l'emploi ou s'installent à leur propre compte, et génèrent des revenus</li> </ul>	Davantage de jeunes s'engageront dans de petites entreprises génératrices de revenus, réduisant ainsi le taux de chômage, les tensions sociales et la délinquance chez les jeunes	* Données statistiques de la Direction de la main d'œuvre et du Ministère du Plan et des investissements
<b>Composante 4: Renforcement institutionnel</b>	Activités d'information, éducation, communication (IEC), et renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>*Création de centres de documentation dans 3 ministères participant au projet</li> <li>* Formation et voyage d'études des fonctionnaires des ministères concernés, à la statistique et à la gestion de l'information</li> </ul>	Des statistiques et des informations plus précises seront disponibles.	* Données statistiques de la Direction de la main d'œuvre et du Ministère du Plan et des investissements
<b>Composante 5: Gestion de projet</b>	Mise en œuvre et gestion du projet	Renforcement de la Cellule d'exécution du Projet Education II en vue de mettre en œuvre le projet d'éducation parallèle et de formation professionnelle.	Mise en œuvre efficace des activités du projet	Achèvement des activités du projet et en temps et en heure.

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.

CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
<b>LOGIQUE</b>	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	Le cadre logique a clairement identifié les activités à entreprendre et les a reliées aux résultats et rendements attendus de manière raisonnable et logique par rapport à l'atteinte des objectifs du projet.	3
<b>MESURABLE</b>	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable	L'objectif visant le développement institutionnel a été énoncé de manière mesurable et quantifiable.	3
<b>DETAILLE</b>	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Ils ont été bien énumérés dans le cadre logique et ont permis de mettre au point les stratégies utilisées lors de la mise en œuvre de la réalisation des objectifs du projet dans une large mesure.	3

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DU PROJET (RAP)

## D. RESULTATS ET RENDEMENTS

### I. RESULTATS OBTENUS

Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

PRINCIPALES ACTIVITES		Note de l'évaluation	Proportion des coûts du projet en pourcentage (ainsi que mentionné dans le rapport d'évaluation)	Note pondérée (générée automatiquement)
Résultats attendus	Résultats obtenus			
<p><b>COMPOSANTE 1:</b>  <b>CREATION DE CENTRE D'EDUCATION PARALLELE</b>                      *Un bâtiment à un étage comprenant 12 salles de classe, des magasins, des salles de préparation et des bureaux, meublés et équipés en matériel.                      *Les enseignants du Centre d'éducation parallèle seront des enseignants qualifiés affectés par le ministère de l'Éducation. Les candidats suivront pendant deux mois des cours d'orientation sur les méthodes spéciales d'enseignement                      * Dans le cadre de l'assistance technique, des spécialistes formeront pendant deux mois les enseignants au Centre d'éducation parallèle.</p>	<p>*Bâtiment à deux étages abritant 16 salles de classe, une salle informatique, des bureaux et des annexes, meublés et équipés..                      * 35 enseignants formés dont 28 sont des femmes.                      * 1.239 inscrits au total dont 340 sont des filles.                      * Au total 211 diplômés depuis le démarrage du projet, dont 65 filles.                      * 1.132 membres de la communauté dont 51% sont des femmes ont eu droit à des cours à court/long terme, sur le SIDA, sur la vie active, les sciences sociales, les études coraniques, l'enseignement ménager, l'informatique et le droit.</p> <p>Un consultant recruté dès le début du projet a élaboré un programme d'études et formé des enseignants. Un autre consultant recruté pour l'évaluation au terme du projet a recommandé de fusionner compétences littéraires et numériques avec développement des compétences et développement de l'alphabétisation des adultes.</p> <p>* Les centres de formation professionnelle tardant à s'ouvrir, le centre d'éducation parallèle a introduit dans son programme d'études, le développement des compétences dans les métiers de l'électricité, de l'informatique, de la blanchisserie et de la menuiserie.</p>	4	7	0,28

<p><b>COMPOSANTE 2</b> CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE *Construction et dotation en mobilier et en équipements, de salles de classe, d'ateliers, de chambres d'étudiants, de cafétérias, du bloc administratif et de logements du personnel pour les centres de formation professionnelle à Mkokotoni, Unjuga, Vitongoji et Pemba .</p>	<p>*Construction, dotation en mobilier et en matériel de 2 centres de formation professionnelle d'une capacité totale d'accueil de 600 étudiants (dont 30% d'internes), mais en attente de mise en service. * 10 salles de classe, 2 bibliothèques, 2 salles informatiques, 7 logements du personnel, 2 cafétérias, et 6 installations de foyers d'étudiants d'une capacité de 408 étudiants. * 22 ateliers comprenant: 2 pour la mécanique, 2 pour la maçonnerie, 2 pour l'électronique, 2 pour le froid et la climatisation, 2 pour la soudure, 1 pour la sculpture et le tissage, 2 pour la plomberie, 2 pour l'agroalimentaire et la restauration, 1 pour la peinture et la décoration, 2 pour le montage d'étables, 2 pour le montage de poulaillers, et 2 pour le vivrier et l'horticulture. * Des pépinières d'entreprises créées et environ 80 diplômés (soit 20% des 400 inscrits) qui optent pour l'auto-emploi recevront des prêts dans le cadre du micro-crédit... * Rénovation et agrandissement de l'école de formation professionnelle et dotation en équipements du lycée technique</p>	3	50	1,5
<p><b>COMPOSANTE 3</b> PEPINIERES D'ENTREPRISES ET MICRO-CREDIT * Promouvoir la notion de création d'entreprise * Aider les diplômés des SDC en leur accordant les meilleures conditions techniques et financières * Tisser un ensemble de liens étroits entre le secteur de la formation et l'environnement économique * Aider les coopératives de femmes qui le désirent à créer une entreprise génératrice de revenus.</p>	<p>* Les activités de pépinières d'entreprises débiteront après l'ouverture des SDC et la sortie des premiers diplômés .... * Quelque 19 institutions de micro finance ont obtenu des prêts s'élevant à 1.248.000.000 Tsh auprès de la facilité de micro-crédit du projet et ont ensuite consenti des prêts à des groupements et à des personnes physiques. Les bénéficiaires directs qui ont obtenu des prêts à ce jour sont au nombre de 6.333 dont 70% sont des femmes. * La fourchette des prêts se situe entre 200.000 et 1.000.000 Tsh (soit entre 150 et 770 \$ EU), avec un taux de remboursement de 100% * Le plan de crédit a généré des emplois dans certains secteurs notamment l'élevage de volaille, les petites unités de transformation, la culture des algues marines, et le petit commerce.</p>	3	26	0,78

<p><b>COMPOSANTE 4</b>  <b>RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL</b>  * Les activités d'IEC se concentreront sur la sensibilisation des parents, des chefs religieux, des communautés et sensibiliseront la population aux problèmes socioéconomiques tels que les avantages de l'éducation, la protection de l'environnement, l'hygiène, la nutrition, les lois relatives aux femmes et aux enfants, la santé reproductive, le VIH / SIDA et le microcrédit. * Le renforcement des capacités, la modernisation et l'équipement des centres de documentation du Ministère de l'Education (MoEVT), du Ministère du travail, de la jeunesse, de la femme et de l'enfant (MoLYWCD) et du Ministère de l'économie et des finances (MoFEA)</p>	<p>* Les travaux des centres de documentation des ministères: MoEVT, MoLYWCD et MoFEA étaient achevés en 2005. Le Ministère de l'éducation nationale a construit un bâtiment de 3 étages comprenant plus de 70 bureaux sur les ressources destinées à la réhabilitation de la CEP et à la construction du centre de documentation ; de même, le Ministère de l'économie et des finances et celui du travail ont acquis 40 et 25 bureaux en se servant des ressources allouées à la construction des centres de documentation. La CEP a organisé sur la chaîne de télévision nationale une émission visant encourager, par la prise de conscience et la sensibilisation, les jeunes en particulier les filles à s'inscrire au programme d'éducation parallèle.</p>	4	9	0,36
<p><b>COMPOSANTE 5</b>  <b>GESTION DU PROJET</b>  *.Renforcement de la CEP chargée du projet Education II sur la partie continentale et à Zanzibar, à pouvoir gérer et mettre en œuvre les activités programmées.  * Des espaces de bureau supplémentaires, meublés et équipés seront aménagés au sein du Ministère de l'éducation.  * Au titre de l'assistance technique, un architecte/ingénieur sera recruté pour une période de douze mois afin de faciliter le recrutement de consultants chargés de la conception et de la supervision des centres de formation professionnelle et du centre d'éducation parallèle.  * Un véhicule 4x4, 2 camionnettes à double cabine et 2 motocyclettes ont fait l'objet d'acquisition.</p>	<p>* La CEP une fois pleinement pourvue en personnel, a mené à bien le projet. Ceci avant tout grâce à l'appui sans faille du gouvernement et à la détermination et au dévouement du personnel, quoique sans indemnités contrairement à la pratique au niveau des autres projets financés par la Banque. La formation du personnel de la CEP s'est faite par le biais des ateliers et cours de recyclage en matière de planification et de gestion de projet. Après la date officielle de clôture du projet, une partie du personnel de la CEP a été maintenue en fonction pour aider au déroulement des activités, notamment de la pépinière d'entreprises et de la micro finance. Pour avoir été intégré au Département de la planification et de l'orientation stratégique, le personnel de la CEP a vu ses compétences techniques et managériales se renforcer considérablement. A telle enseigne que le personnel de la CEP a été déployé pour mettre en œuvre à Zanzibar un projet d'éducation d'une valeur de 42 millions de dollars EU financé par la Banque mondiale. Tous les projets d'éducation financés par des donateurs à Zanzibar sont désormais mis en œuvre par ledit département. Plus de création de nouvelles CEP! Un grand</p>	4	8	0,32

	pas a été franchi avec la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide qui est favorable à l'adoption et à l'utilisation des systèmes nationaux			
<b>NOTE GENERALE DES RESULTATS</b> [correspond à la somme des notes pondérées]				<b>3</b>

Cochez ici pour ignorer la note auto calculée

**Donner les raisons pour lesquelles la note auto calculée a été ignorée**  
**Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée**

## II. RENDEMENTS OU RESULTATS OBTENUS

1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.

RENDEMENTS		Note de l'évaluation
Prévisions	Réalisations	
* Multiplication des opportunités d'éducation parallèle au profit des enfants analphabètes et des déscolarisés surtout des filles.	Le Centre d'éducation parallèle (ALC) a accueilli ces 3 dernières années 1.239 jeunes (dont 340 filles) sur une population cible de déscolarisés estimée à quelque 20.152 en 2008. Ce faible taux d'inscription est dû à la capacité d'accueil réduite de l'ALC, qui ne dépassait pas 400 jeunes par an. Il convient de noter que l'ALC est le seul centre à Zanzibar et se situe à Unguja, tandis que la population cible est majoritairement concentrée dans les zones rurales. Naturellement elle n'est pas en mesure de faire le déplacement ou de s'installer à Unguja parce que les revenus de la famille sont modestes. Bon an mal an, 211 diplômés (dont 30% de filles) sont sortis de ce centre qui a mis à la disposition des communautés locales des installations convenables pour organiser des ateliers de formation visant à les sensibiliser et à les familiariser avec des notions allant du SIDA au planning familial, en passant par le développement communautaire endogène. Au total, 1.132 membres de la communauté dont 51% de femmes, ont bénéficié des cours du soir en droit, en informatique et en cours d'adulte. L'ALC est financièrement autonome et génère des revenus pour entretenir ses installations et pour couvrir ses propres charges de fonctionnement, ce qui à terme lui confère une certaine durabilité. Ces trois dernières années, le centre d'éducation parallèle (ALC) n'a pu absorber que 10% des enfants qui n'ont jamais mis les pieds à l'école et des enfants déscolarisés. La nécessité de reproduire l'expérience de l'ALC s'impose si l'on veut que le centre ratisse large. A partir des économies réalisées sur le prêt et le don, la CEP a pu construire un centre de taille plus modeste dans l'un des districts les plus pauvres sur l'île de Pemba.	
* Davantage de jeunes pour acquérir les compétences professionnelles, de sorte à être plus aptes à répondre aux besoins du marché du travail. .	Les 2 centres de formation professionnelle ont accueilli au total 400 jeunes au titre de l'année scolaire commençant au 1er janvier 2010. Les diplômés de la première promotion des 2 centres de formation professionnelle seront prêts à se lancer à l'assaut du monde du travail dans les 2 à 3 prochaines années. Seulement, la dimension pépinière d'entreprises et micro-crédit du projet ayant été retardée, on ne peut mesurer le succès de ces diplômés au plan professionnel, qu'ils soient salariés ou chefs d'entreprise, que dans les 3 à 5 prochaines années.	3

* Meilleure adéquation entre formation et marché du travail, la disponibilité du micro-crédit, et engouement des jeunes à s'intéresser aux compétences entrepreneuriales en vue de se mettre à leur propre compte ou d'être compétitifs sur le marché de l'emploi	-19 institutions de micro-finance ont obtenu des prêts d'un montant de 1.248.000.000 Tsh auprès de la Facilité de micro-crédit du projet et ont ensuite prêté à leur tour à des groupes et à des personnes physiques. A ce jour, les bénéficiaires directs qui ont obtenu des prêts sont au nombre de 6.333 dont 70% sont des femmes. Les remboursements ont été réguliers et on pense que le plan pourrait générer des intérêts sur prêts d'un montant de 100.000 dollars EU qui pourraient bien être versés au compte du fonds de roulement. Le montant des prêts varie de 200.000 Tsh à 1.000.000 Tsh.	3
Il existe des statistiques et des informations plus précises pour gérer les chiffres de l'emploi etc.	En 2005, des centres de documentation sont mis en place dans 3 ministères concernés. Les activités d'IEC à la télé sur les programmes de sensibilisation et de prise de conscience visent à encourager les jeunes en particulier les filles à s'inscrire aux programmes de formation parallèle. Le système de gestion de l'information en matière d'éducation (EMIS) est en cours de révision avec le soutien de la SIDA et de l'UNESCO.	3
* Mise en œuvre efficace des activités du projet	La CEP a été mise en place comme faisant partie intégrante du Département de la planification et de l'administration, et a fait montre d'efficacité et d'efficience dans la gestion des ressources du projet. La bonne facture de la finition des travaux de construction et le bon rapport qualité-prix étaient essentiellement dus aux normes élevées que la CEP a fixées aux entrepreneurs. Tout en ayant achevé toutes les activités proposées du projet, la CEP a pu réaliser des économies qui ont servi à construire des infrastructures supplémentaires telles que l'ALC Pemba. Les ressources du projet ont aussi emprunté des fonds supplémentaires auprès du trésor, ce qui a permis aux ministères respectifs de transformer les centres de documentation proposés en véritable immeuble de bureaux grâce au compte forcé. Ceci a permis aux ministères de disposer d'un environnement professionnel adéquat et convenable qui a sensiblement amélioré la productivité de leurs fonctionnaires. Cette approche créative a fait des émules au niveau des autres ministères. Ayant formé la plupart de son personnel, le Département est désormais sollicité pour mettre en œuvre des projets financés par d'autres donateurs, tels que la Banque mondiale, et la SIDA de Suède. Ceci est entièrement conforme à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide qui recommande expressément de se régler et de s'aligner sur les systèmes nationaux. .	3
<b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS</b> [Correspond à la moyenne des notes de l'évaluation]		3

Cocher ici pour ignorer la note calculée

**Donner les raisons pour lesquelles la note auto calculée a été ignorée**

Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée

**2. Autres rendements: Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).**

Le Centre d'éducation parallèle (ALC) est maintenant un centre communautaire où sont également organisés des événements sociaux. Les cours du soir dispensés au centre d'éducation parallèle (ALC) ont prospéré de manière spectaculaire, puisqu'ayant formé 1.132 membres de la communauté (dont 51% sont des femmes) en informatique, en droit et en alphabétisation des adultes. L'ALC est financièrement autonome et a généré à ce jour un revenu de 49.544.428 Tsh (soit 40.000 dollars EU). L'ALC à Unguja a initié la construction d'un bâtiment temporaire de 4 classes à Pemba à partir de ressources issues du Fonds spécial et d'une allocation faite par le gouvernement. Un ALC permanent à un étage est en cours de construction grâce des ressources gouvernementales. Au lieu de réhabiliter les bureaux de la CEP et les centres de documentation comme initialement prévu, le Ministère de l'éducation a utilisé l'allocation au profit des travaux de construction d'un nouveau bâtiment, en posant les fondations et en élevant le rez-de-chaussée d'un bâtiment à deux étages qui a accueilli aussi bien la CEP que le centre de documentation. Par la suite, la SIDA et le gouvernement ont dégagé des ressources pour achever le bâtiment qui compte finalement plus de 70 bureaux.

. L'exemple a été suivi par le Ministère des finances qui s'est servi de son allocation initialement destinée au Centre de documentation pour poser les fondations et élever le rez-de-chaussée d'un bâtiment qui a été achevé par la suite et qui compte à l'heure actuelle 40 bureaux, tandis que le Ministère de la jeunesse a utilisé les ressources qui lui sont allouées pour construire un centre de documentation et un espace supplémentaire qui abrite des bureaux. Le projet a réussi à poser les bases de la réforme dans le secteur TVET, laquelle a abouti à la création de l'Office de formation professionnelle de Zanzibar (VTA) et à l'instauration de la formation et de la certification axée sur la compétence. Le VTA est chargé de toute la formation professionnelle tant au niveau du public qu'à celui du privé. Les ressources du VTA proviendront d'une taxation de 5% pour le développement des compétences ; taxation que tous les employés des secteurs public et privé paieront au nom de tous leurs employés inscrits pour l'année 2010.

. Les résultats du projet étaient si éclatants qu'ils ont retenu l'attention de certains autres partenaires au développement. La Commonwealth Education Trust au Royaume Uni n'a pas caché sa volonté de soutenir le SDC en lui fournissant de l'Assistance technique. Le gouvernement iranien a invité les directeurs des 2 SDC à entreprendre un voyage d'études en Iran auprès de leurs centres de formation professionnelle. L'Iran s'est aussi engagé à fournir de l'assistance technique dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels à Zanzibar. En outre, une ONG allemande de Hambourg a promis d'affecter sur place des assistants techniques des SDC en retraite (Directeurs de VETA en Allemagne) pour renforcer sur place la direction des centres.

**3. Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent.**

. Le projet actuel ne couvre que 10% des besoins identifiés par l'étude initiale. Par conséquent, si d'autres centres d'éducation parallèle et d'autres centres de formation professionnelle ne sont pas construits dans les autres régions, le statu quo sera maintenu et les graves inégalités régionales et démographiques se poursuivront. Etant donné que la première l'intervention pilote s'est soldée par un résultat positif, il est impératif donc que le dynamisme de départ soit absolument préservé et qu'une phase de suivi du projet soit préparée.

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DU PROJET (RAP)

## E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET

1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en œuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet; le degré de consultations et de partenariats, la justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.

[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

L'idée du projet s'est basée sur les "Termes de référence" d'un document de conception préparé par la CEP et le Département des cours d'adultes et sur un plan d'action qui fait suite à un atelier auquel ont assisté les principales parties prenantes dans l'éducation parallèle, notamment l'UNESCO, l'UNICEF et la BAD ; et s'est inspirée de l'Enseignement primaire complémentaire pour les enfants déscolarisés et de l'alphabétisation des adultes dans le cadre de l'enseignement parallèle, dont la réalisation était en cours du côté continental à la faveur du Projet Éducation II. La conception était vaste et embrassait tous les éléments menant à la réalisation de l'objectif du projet, surtout en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines et la réduction de la pauvreté. L'adaptabilité de l'étude surtout au niveau des ressources de micro-crédit a permis d'octroyer des prêts à des institutions de micro-finance, tandis que sont attendus les premiers produits de la pépinière d'entreprises des deux centres de formation professionnelle pour avoir accès aux prêts après la remise des diplômes. Le rapport d'évaluation a clairement identifié les problèmes sectoriels, les différentes parties prenantes impliquées, et a énoncé les modalités de la mise en œuvre qui de ce fait n'a été marquée par aucun défi majeur, bien que l'aspect Education parallèle du projet ait été le premier du genre à Zanzibar.

2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en œuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PROJET		EVALUATION	NOTE DE L'EVALUATION
REALISME	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	La mise en œuvre du projet d'éducation parallèle et de formation professionnelle par le gouvernement de Zanzibar visant essentiellement la valorisation des ressources humaines et la réduction de la pauvreté chez les jeunes, se justifie par des considérations sociétales qui entraînent le peu d'engouement pour la scolarisation et le fort taux déscolarisés que connaît le système formel. .	4
EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION	b) La conception du projet tient suffisamment compte des risques analysés	A cause des préjugés de la communauté à l'égard du système éducatif formel, le succès de la campagne de sensibilisation était déterminant, si le projet devait produire les résultats escomptés. La viabilité du plan de micro-crédit dépendra des mesures prises pour accroître le taux de remboursement des prêts. Il faudra pour ce faire suivre étroitement les clients. Il est essentiel que le financement, l'équipement en mobilier et en matériel et la dotation en personnel soient suffisants si des statistiques et des données sont attendus.	3

Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur ::			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
<b>CLARTE</b>	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	Les formalités de mise en œuvre du programme ont été suivies telles que prévues dans le rapport d'évaluation	3	3
<b>PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES</b>	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	Les documents auxquels il est fait allusion n'étaient pas disponibles lors de l'évaluation.	2	2
<b>PREPARATION AU SUIVI</b>	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés	Au démarrage du projet il n'existait pas de données de base fiables à partir desquelles tirer des indicateurs et plans de suivi. Pourtant la CEP a mené à bien la supervision et le suivi du projet.	2	2
<b>DONNEES DE REFERENCE</b>	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours	Le rapport d'évaluation n'a pas prévu la collecte de données de base. De sorte qu'aucune donnée de base n'a été recueillie.	2	2

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DU PROJET (RAP)

## F. MISE EN OEUVRE

1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.

[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]

Le projet a été approuvé en octobre 2000, mais à cause du retard dans l'entrée en vigueur du prêt, le premier décaissement est entré en vigueur en février 2002 soit 15 mois plus tard. La date initiale de clôture était fixée à octobre 2006, mais le projet a connu un retard d'exécution de 32 mois ; et la clôture du projet est finalement intervenue en juin 2009. Au plan des travaux publics le résultat est de 30% supérieur aux prévisions en raison de l'efficacité de l'exécution par rapport au coût. La situation est aussi la même pour les deux (2) Centres de formation professionnelle. Au départ le Centre d'éducation parallèle était censé occuper un bâtiment à un étage, mais grâce aux efforts de l'entreprise locale contractante et à la gestion rationnelle des ressources, un autre étage s'est ajouté. Le Centre d'éducation parallèle (ALC) a ouvert ses portes en septembre 2006 et offre une capacité d'accueil de 600 apprenants qui ont cours par alternance. A ce jour plus de 200 diplômés sont sortis de l'ALC. Pour relever les défis du caractère trop théorique des programmes d'enseignement, différents manuels scolaires ont vu le jour en fonction des tranches d'âge. La formation professionnelle a été introduite dans ses cours pour maintenir l'intérêt des jeunes et éviter de favoriser la déscolarisation.

Le Centre d'éducation parallèle joue maintenant le rôle de centre de formation communautaire où les membres de la communauté reçoivent des cours sur le SIDA, des cours de savoir-être, d'informatique et de droit. Le programme d'éducation parallèle a été élargi avec la construction d'un ALC moins grand à Pemba à l'initiative du gouvernement. Les centres de formation professionnelle prévus pour sortir au moins 300 diplômés chaque année ont été agrandis et ouvriront leurs portes en janvier 2010. Les cours de formation dans les SDC seront basés sur des programmes d'études spécialement conçus pour répondre aux besoins de Zanzibar dans 33 branches techniques, notamment les cultures céréalières, la pêche, l'éco-tourisme, l'hôtellerie, l'électronique, etc. Ces programmes ont été mis au point par un consultant avec la participation d'instructeurs provenant d'institutions de formation technique installées à Zanzibar. Les SDC n'ayant pas encore sorti de diplômés, le fonds de roulement d'un montant de 100.000 UC et 36.000 UC pour la BI à Unguja et Pemba respectivement, ont servi à ses opérations de micro-finance. Les centres de documentation des trois ministères concernés et de Pemba ont été achevés en 2005. Tous les ministères ont transformé les centres de documentation en bureaux et en véritables sièges. Les infrastructures offrent des installations modernes qui ont rapproché les départements ministériels jusque là éparpillés dans la ville. Elles ont également permis d'instaurer un climat de travail favorable qui a amélioré la productivité. A preuve, au lieu des bureaux initialement prévus pour la CEP et le DC, le Ministre de l'éducation a utilisé l'enveloppe budgétaire prévu au projet pour construire un immeuble à 3 étages comptant plus de 70 bureaux. Le Ministère des finances et de l'emploi en a fait de même et a pu acquérir plus de 40 bureaux. Ces pratiques ont acquis droit de cité à Zanzibar et d'autres ministères emboîtent le pas aux premiers dans ce sens. A preuve, le Ministère de la Santé publique a agi de la même manière dans le cadre du Projet Santé II financé par la FAD.

Un fonds spécial pour la promotion des entreprises féminines et un groupe d'épargne-vie, les MFIs et les SACOOS, ont reçu des prêts d'un montant de 1,2 milliards de Tsh. Ces institutions de micro-finance ont accordé des prêts variant entre 260.000 Tsh (soit 200 dollars EU) et 1.000.000 (soit 770 dollars EU), à quelque 6.333 clients sur lesquels 70% sont des femmes. La supervision du projet par la Banque s'est faite régulièrement et l'impact en est positif. L'Emprunteur s'est montré très intéressé et engagé à l'égard du projet, et l'a prouvé par le fait que le gouvernement de Zanzibar a dépassé de 30% l'enveloppe financière à laquelle il s'était engagé au niveau du projet, en passant de 730.000 UC à 940.000 UC.

2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.

Il n'y a pas eu de cofinancement. Cependant, la SIDA a dégagé des ressources pour achever la construction d'un bâtiment que le Ministère de l'éducation a commencée avec des fonds destinés à la réhabilitation de la CEP et du centre de documentation. D'autres donateurs notamment l'UNESCO, l'UNICEF, et l'USAID ont soutenu le gouvernement dans les secteurs de l'éducation et de la micro-finance.

3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.

Ceci étant un projet et non un programme, le concept d'harmonisation ne s'appliquait pas. La Banque a pourtant participé aux réunions trimestrielles du Comité sectoriel de l'éducation de Zanzibar.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET		EVALUATION		NOTE DE L'EVALUATION
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est: inférieur à 12, "4" est automatiquement noté entre 12.1 et 24, "3" est automatiquement noté entre 24.1 et 36, "2" est automatiquement noté Supérieur à 36.1, "1" est automatiquement noté	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement. <i>(généralisé automatiquement)</i>	La date de clôture du projet a été prorogée à juin 2008 et finalement à juin 2009. Cette dernière prorogation est intervenue lorsque les activités du projet étaient achevées à 90% et qu'il fallait attendre la livraison du matériel et leur inspection avant de soumettre à la Banque les demandes en vue de les réceptionner. Un certain nombre d'appels d'offres ont également dû faire l'objet de nouvel appel en raison du peu d'offres reçues suite à l'appel précédent.	2
		32 mois		
PERFORMANCE DE LA BANQUE	b) Conformité de la Banque aux :			
	Mesures de protection environnementale	Le projet étant classé dans la catégorie 3, il n'y avait donc pas nécessité de recourir à des mesures particulières en termes d'environnement.		3
	Dispositions fiduciaires	Cinquante (50%) pour cent des dépenses imputées au Fonds spécial devaient faire l'objet de justificatifs et les rapports d'audit devaient être soumis avec la reconstitution des fonds. La Banque a régulièrement procédé à la reconstitution du compte spécial, d'autant plus que TZFO réagissait à temps.		3
	Accords conclus dans le cadre du projet	La Banque a décidé de soutenir le gouvernement de Plan directeur de l'éducation à Zanzibar (ZEMAP).qui a identifié les enfants analphabètes et les déscolarisés comme étant un groupe cible particulier.		4
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	Le dosage de compétences de l'équipe de supervision de la Banque, composée de socio-économistes, d'experts en infrastructures et d'experts en gestion financière était parfait. La Banque par le biais de son TZFO a été attentive et souple en accueillant favorablement les propositions originales faites par le gouvernement		3
	d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante.	La Banque a exercé une supervision de qualité de la gestion du projet, grâce aux suivis après les missions. Sur place, la présence de la Banque a amélioré le temps de réaction, en réglant les problèmes et en soutenant convenablement la CEP		3

PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	e) L'Emprunteur s'est conformé aux		
	Mesures de protection environnementale:	Les institutions construites ont été dotées d'installations sanitaires (toilettes et assainissement) en nombre suffisant	3
	Dispositions fiduciaires	Le rassemblement et le dépôt des pièces justificatives préalables à toute reconstitution ont été faits dans le respect du calendrier.	4
	Accords conclus dans le cadre du projet	L'Emprunteur devait prouver qu'à la fin du premier semestre de l'année 2010, après l'achèvement des travaux de construction des deux centres de formation professionnelle, une ONG financière locale férue avait été installée pour gérer les activités de micro-crédit.	3
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	L'Emprunteur a été attentif aux constats et recommandations découlant de la supervision faite par la Banque.	3
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi	Le programme d'études de l'éducation parallèle a fait l'objet d'évaluation et les résultats serviront à réviser les manuels. La micro-finance a aussi fait l'objet d'évaluation et naturellement les facilités de crédit ont été étendues aux Coopératives d'épargne et de crédit (SACCOS) dont le portefeuille-clients était plus important que celui des 3 IMF à Zanzibar. .	4

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DU PROJET (RAP)

## G. ACHEVEMENT

1. Le RAP a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?			
Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)	Date à laquelle le RAP été envoyé a <a href="mailto:pcr@afdb.org">pcr@afdb.org</a>	Ecart en mois	NOTE DE L'EVALUATION (généralisé automatiquement) Si l'écart est égale ou inférieur à 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.
30 juin 2009			
<p>Descrirc brièvement le processus RAP. Descrirc la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue par les pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de la revue).</p> <p>[150 mots au plus]</p> <p>L'équipe du RAP était composée d'un socio économiste, d'un consultant architecte et de l'adjoint au chef de projet. L'équipe a sillonné tous les sites du projet à Unguja et Pemba, notamment l'ALC à Rahaleo, les deux Centres de formation professionnelle à Mkokotoni et Vitongoji, le Centre de formation professionnelle de Mwanakwerekwe et les centres de documentation du Ministère de l'éducation nationale, du Ministère des Finances et du Ministère du travail, de la jeunesse, de la femme et de l'enfant. La mission a échangé avec les IMF et les SACCOS et a examiné les documents contenus dans les dossiers du projet et a recueilli des données auprès du MoEVT. Au terme de la revue, les pairs suivants ont communiqué à temps leurs observations. Il s'agit de : M. J. Cunha, YP Socio-économiste; Mme. B. Ba-Diagne; Analyste Santé en chef; J. Mochache, Architecte Principal.</p>			

## H. LECONS TIRES DE L'EVALUATION

<p>Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.</p> <p>[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en œuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]</p> <p>(i) L'éducation parallèle (école classique) conçue suivant le schéma des classes standard, des programmes d'études régulièrement enseignés pour apprendre à lire et à compter, n'attirera ou ne retiendra pas les jeunes déscolarisés si l'on n'y insère pas l'acquisition des compétences.</p> <p>(ii). On s'est aperçu qu'il aurait été plus efficace si les marchés de Services techniques comme celui du "cahier des charges du type d'équipement" et celui de la Conception et de la supervision du "plan des ateliers", avaient été regroupés et adjugés à une seule société au lieu de deux. Le fait que l'un ait été obligé d'attendre que l'autre finisse son travail avant d'entamer le sien propre, a provoqué des retards considérables.</p> <p>(iii) En utilisant les systèmes nationaux, deux autres enseignements importants ont été retenus: (a) le recrutement du personnel pour une CEP dont la durée de vie est limitée n'est pas soutenable, et fragiliserait l'harmonisation et l'alignement sur les systèmes nationaux, (b) L'autonomisation de l'organe d'exécution et les efforts en faveur d'une certaine souplesse dans les modes d'acquisition, comme dans le cas de l'utilisation du Compte forcé au lieu de la concurrence internationale, présentent l'avantage d'améliorer l'efficacité et la fourniture des services en temps et en heure aux clients cibles. L'ALC et les centres de documentation ont été construits en utilisant le compte forcé ; et de ce fait ils ont été achevés trois ans à l'avance par rapport la date de clôture du projet.</p>
---

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DU PROJET (RAP)

## I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

	Réalisation des résultats	3
	Réalisation des rendements	3
	Respect du calendrier	2
	<b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET</b>	<b>3</b>
<b>PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	4
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	4
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	4
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	4
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	3
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	3
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	3
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	4
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	3
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	2
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	3
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	2
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	2
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET</b>	<b>3</b>
	<b>Supervision:</b>	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	3
	Dispositions fiduciaires	3
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	3
	Le RAP a été fourni à temps	3
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	1
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION</b>	<b>3</b>
	<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>

<b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	3
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	2
	<b>NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION</b>	<b>2</b>
	<b>Mise en œuvre</b>	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	3
	Dispositions fiduciaires	4
	Accords conclus dans le cadre du projet	3
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	3
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	4
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN OEUVRE</b>	<b>3</b>
	<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>3</b>

## J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur		
Vérifié par le Directeur Régional		
Approuvé par le Directeur Sectoriel		

Contributions de la Banque

Type de mission	Date	Nombre de personnes	Composition
Evaluation	mars/avril 2000	3	Analyste en Education Architecte Spécialiste de microcrédit
Supervision	19 -30 novembre 2001		Socio-économiste Consultant Architecte
Supervision	27 mai - 8 juin 2002		Socio-économiste
Supervision	20 - 31 décembre 2002		Socio-économiste Consultant Architecte
Supervision	5 - 9 mai 2003		Socio-économiste
Supervision	8 -19 décembre 2003		Socio-économiste
Supervision	14 -19 septembre 2004		Socio-économiste
Supervision	20 juin - 8 juillet 2005		Socio-économiste
Supervision	3 -17 août 2006	1	Socio-économiste
Supervision	20 décembre 2007 -4 janvier 2008	2	Socio-économiste Spécialiste en passation des marchés
Supervision	24 août - 6 septembre 2008		Socio-économiste Spécialiste du secteur social (TZFO)
Supervision	17 -27 décembre 2008		Socio-économiste Spécialiste du secteur social (TZFO)
Supervision	6 -16 juin 2009	1	Socio-économiste

## TABLEAUX FINANCIERS

Sources de financement (en million d'UC)

Source	Devise	Monnaie locale	Total	% Total
FAD	3,48	2,08	5,56	76,1%
FAT	0,64	0,37	1,01	13,8%
GoE	0,00	0,73	0,73	10,0%
TOTAL	4,12	3,18	7,30	100

Coût du projet par composante (en million d'UC)

Composante	en million d'UC	
I. La formation professionnelle par l'éducation parallèle	0,49	6,7%
II. Création des centres de formation professionnelle	3,52	48,2
III. Création de pépinières d'entreprises	2,03	27,8%
IV. Renforcement institutionnel	0,64	8,76%
V. Gestion du projet	0,52	7,1%
Coût total	7,30	100%

Décaissement réel du prêt en UC par année

Années depuis l'approbation	Montant Prêt décaissé (UC)	Décaissement cumulé	Cumulé en pourcentage du total (5.56 million UC)
2002	394.251,68	394.251,68	7,09%
2004	308.378,90	702.630,58	12,63%
2005	222.710,37	925.340,95	16,64%
2006	1.799.994,92	2.725.335,87	49,0%
2007	705.847,94	3.431.183,81	61,71%
2008	1.288.711,22	4.719.895,03	84,89%
2009	805.318,16	5.525.213,19	99,37%

Décaissement effectif de don en UC par an

Années depuis l'approbation	Montant Prêt décaissé (UC)	Décaissement cumulé	Cumulé en pourcentage du total (5.56 million UC)
2002	77.968,84	77.968,84	7,72%
2003	169.875,35	247.844,19	24,53%
2004	161.848,26	409.692,45	40,56%
2005	198.863,83	608.556,28	60,25%
2006	52.150,52	660.706,80	65,41%
2007	55.954,0	716.661,00	70,95%
2008	163.223,24	879.884,24	87,11%
2009	4.246,92	884.131,16	87,53%

DONNEES STATISTIQUES SUR LA POPULATION DE JEUNES ADOLESCENTS, LES TAUX DE PASSAGE, LES TBS ET TNS

Tableau 1: POPULATION ET INSCRIPTION AU CYCLE PRIMAIRE POUR LA TRANCHE D'AGE DE 7-13 ANS (en 2000, 2006, 2007)

ANNEE	POPULATION			INSCRIPTION									RESUME	
	TRANCHE D'AGE 7-13 ANS			ENSEIGNEMENT PUBLIC			ENSEIGNEMENT PRIVE			TOTAL				
	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL	TBS	TNS
2000	88809	88193	177002	82025	77436	159461	1822	1830	3652	83847	79266	163113	92,2	71,0
2006	103094	102498	205592	100984	100090	201074	3510	3699	7209	104494	103789	208283	93,8	75,7
2007	103909	102755	206664	104368	105219	209587	5741	5491	11232	110109	110710	220819	104,6	83,9

Tableau 2: POPULATION ET INSCRIPTION AU CYCLE SECONDAIRE POUR LA TRANCHE D'AGE DE 14-17 ANS (en 2009)

ANNEE	POPULATION			INSCRIPTION								
	TRANCHE D'AGE 14-17			ENSEIGNEMENT PUBLIC			ENSEIGNEMENT PRIVE			TOTAL		
	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL
2009	56715	56345	113060	35242	38410	73652	1813	2493	4306	37055	40903	77958

Tableau 3: TAUX DE PASSAGE EN 4<sup>ème</sup> (POUR MESURER LE TAUX DE DEPERDITION AU STADE DE LA 5<sup>ème</sup>)

ANNEE	Nombre d'élèves qui passent les examens de la 5 <sup>ème</sup>			Nombre d'élèves retenus pour passer en 4 <sup>ème</sup>			Taux de passage en classe supérieure %		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
2000	4867	4488	9355	1614	1346	2960	33,2	30,0	31,6
2005	6474	7081	13555	3044	3315	6359	47,0	46,8	46,9
2008	13258	16594	29852	7039	9043	16082	53,1	54,5	53,9

Tableau 4: TAUX DE PASSAGE EN 2<sup>ème</sup> "seconde" (POUR MESURER LE TAUX DE DEPERDITION AU NIVEAU DE LA 3<sup>ème</sup>)

Année	Nombre d'élèves à avoir passé les examens de la 3 <sup>ème</sup>			Nombre d'élèves à avoir été retenus pour passer en 2 <sup>ème</sup> "seconde" et le Diplôme de fin d'études techniques			Pourcentage de passage en classe supérieure %		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
2008	3821	3934	7755	829	544	1373	21,7	13,8	17,7

Pourcentage de passage en classe supérieure pour l'année 2009 était de 23%

Table 5: RAISONS DE LA DEPERDITION AU CYCLE PRIMAIRE

RAISONS DE LA DEPERDITION: SEXE ET NIVEAU AU CYCLE PRIMAIRE - OCTOBRE, 2004																						
NIVEAU/ RAISON	Matern		CP1		CP2		CE1		CE2		CM1		CM2		OSC		6 <sup>ème</sup>		5 <sup>ème</sup>		TOTAL	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
FAMILLE SEPARÉE	5	0	14	8	12	10	10	9	18	7	5	5	1	2	6	3	3	2	2	0	76	46
FAMILLE NOMBREUSE	0	0	0	1	0	0	1	0	3	1	5	1	0	0	3	1	0	0	0	0	12	4
MARIAGE	0	0	0	0	6	0	1	1	0	11	2	18	6	41	3	54	6	40	6	20	30	185
GROSSESSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	11	0	9	0	12	0	16	0	16	0	70
DECES	9	14	8	11	7	8	5	6	6	3	14	4	6	4	3	2	6	0	2	2	66	54
EMIGRATION	3	4	2	4	6	3	2	3	1	1	0	2	2	1	0	2	5	2	0	0	21	22
FONCTION PUBLIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
SECTEUR PRIVE	0	0	0	0	0	0	1	0	6	0	1	1	2	0	5	0	3	2	4	0	22	3
AUTO EMPLOI	0	0	6	0	7	0	17	6	17	0	18	1	10	4	24	4	14	2	9	0	122	17
INDISCIPLINE	5	0	12	3	14	8	27	11	17	11	40	16	17	7	40	18	38	13	17	2	227	89
TACHES DOMESTIQUES	3	1	0	3	3	10	4	5	4	9	4	15	10	3	0	1	2	7	3	0	33	54
L'INSU DES PARENTS	57	32	61	68	102	47	102	70	71	40	108	68	47	24	57	33	44	41	36	21	685	444
AUTRES	1	1	4	1	15	10	6	6	14	4	8	6	12	6	65	35	39	17	29	16	193	102
<b>TOTAL</b>	<b>83</b>	<b>52</b>	<b>110</b>	<b>99</b>	<b>172</b>	<b>96</b>	<b>176</b>	<b>117</b>	<b>158</b>	<b>93</b>	<b>205</b>	<b>148</b>	<b>113</b>	<b>101</b>	<b>##</b>	<b>16</b>	<b>160</b>	<b>142</b>	<b>108</b>	<b>77</b>	<b>1488</b>	<b>1090</b>

## Informations complémentaires sur le projet ALSD

### 1. LE CONTEXTE DU PROJET

1.1 D'après une étude effectuée en mai 1998, quatre importantes barrières à l'éducation à Zanzibar ont été identifiées, ce sont : i) le renvoi pour mariage ou grossesse précoces ; ii) le manque d'infrastructures (surtout de salles de classe) ; iii) le manque de qualité et de pertinence de l'enseignement classique ; et iv) le regard des parents/de la communauté sur l'éducation. Par ailleurs, l'étude a révélé qu'outre le fait que les enfants au primaire et au secondaire étaient trop âgés, le taux de déperdition était élevé. Le projet Education II qui est entré en vigueur en janvier 1999, s'est attaqué au problème du complément de formation à donner aux enfants déscolarisés et de l'alphabétisation des adultes au niveau de l'éducation non formelle, surtout pour les filles et les femmes de la partie continentale. Les activités portaient sur : i) la vulgarisation des cours d'adultes à base communautaire (CBAE (Éducation communautaire des adultes) et ii) le complément d'enseignement primaire à assurer en Tanzanie (COBET (Éducation de base complémentaire en Tanzanie). Vu le fait que s'imposait la nécessité d'organiser des activités similaires à Zanzibar, une mission d'évaluation a été dépêchée par la Banque en mars/avril 2000. Le rapport d'évaluation du projet d'éducation parallèle et de la formation professionnelle a été bouclé en septembre 2000 sur la base des résultats de l'étude et du Plan directeur de l'éducation à Zanzibar (ZEMAP) couvrant la période 1997-2006.

### 2. LA PREPARATION DU PROJET

L'accord de prêt en faveur du projet a été approuvé le 31 octobre 2000, signé le 30 janvier 2001 et entré en vigueur le 24 décembre 2001. Le projet a été ensuite lancé et le premier décaissement est intervenu en février 2002. La date initiale de clôture était le 30 octobre 2006, mais elle a été prorogée à deux reprises au 30 juin 2008 et finalement au 30 juin 2009.

### 3. LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

3.1 L'objet du projet à l'évaluation était d'améliorer la qualité de la formation, de l'éducation non formelle et d'établir une passerelle entre la formation et les besoins du marché du travail en construisant un Centre d'éducation parallèle (ALC) et deux (2) centres de formation, et enfin de sensibiliser le grand public à la problématique de l'éducation non formelle en insistant sur le cas des filles. L'ALC a répondu aux attentes, depuis sa création, en apprenant à lire et à compter, à quelque 1.239 jeunes inscrits comme le prévoyait le rapport d'évaluation. L'ALC est cependant allé plus loin en introduisant l'acquisition des compétences dans son programme d'études afin d'établir une adéquation entre les matières théoriques enseignées (qui présentent peu d'intérêt aux yeux de la population) dans les centres d'éducation parallèle et les métiers professionnels et techniques qui s'enseignent dans les centres de formation professionnelle. Il a été transformé en centre communautaire, qui génère des recettes en donnant en location des bureaux et des espaces pour accueillir des manifestations à caractère social, ce qui lui permet d'être financièrement autonome.

3.2 Les deux (2) centres de formation professionnelle ont été achevés 2 ans après la date prévue. La première promotion est d'environ 400 apprenants qui commenceront leurs études en janvier 2010. Ce retard est à l'origine du report du démarrage de la pépinière d'entreprises comme de celui de la phase de micro-crédit du projet, jusqu'à la sortie de cette première promotion. En attendant, les activités de micro-finance se déroulent en octroyant des prêts aux Coopératives d'épargne et de crédit, aux Institutions de micro-finance et aux ONG financières qui servent d'intermédiaires entre l'entité prêteuse et les bénéficiaires directs au nombre 6.333, dont 70% sont des femmes.

3.3 Les résultats ont largement dépassé les prévisions faites à l'évaluation. L'allocation de fonds destinés à la CEP et aux centres de documentation a servi à initier la construction de blocs ministériels pour 3 ministères et plus de 100 espaces de bureau ont ainsi pu être créés. Le projet a inspiré la construction d'un centre temporaire d'éducation parallèle à Pemba et également d'un centre permanent grâce à un financement gouvernemental. L'intérêt suscité par l'acquisition des compétences lors de la mise en œuvre du projet a constitué le catalyseur qui a accéléré la mise sur pied de l'Office de formation professionnelle. L'Office profitera bientôt de l'engouement pour la formation professionnelle, qui lui permettra de disposer d'assez de ressources pour créer d'autres centres de formation professionnelle et d'assurer l'entretien de ceux qui existent déjà.

#### 4. LES RESULTATS ET RENDEMENTS DU PROJET

4.1 L'objectif principal du projet à l'évaluation était que 10% des enfants analphabètes puissent au plus tard en 2005 bénéficier d'une structure d'éducation parallèle. L'évolution à la hausse du taux brut de scolarisation (TBS) et du taux net de scolarisation (TNS) au cycle primaire des enfants âgés de 7 à 13 indique depuis l'an 2000 que le nombre d'enfants jamais scolarisés est en chute. Les statistiques des TBS et des TNS étaient respectivement de 92,2 et de 71,0 pour l'année 2000, de 93,8 et 75,7 respectivement pour l'année 2006, et de 104,6 et 83,9 pour l'année 2007.

4.2 Dans l'ensemble, le taux d'exécution physique des activités du projet est de 98%. Ceci parce que la phase des pépinières d'entreprise du projet a été retardée du fait de l'achèvement tardif des centres de formation professionnelle. Environ 44% des ressources du FAD sont consacrées aux travaux de génie civil, 4% au mobilier et environ 10% au matériel.

##### Composante 1.- Création de l'éducation parallèle (ALC)

Les travaux de construction de l'ALC se sont achevés en avril 2006 et le centre a ouvert ses portes en juillet 2006. Le bâtiment à 3 étages compte 16 salles de classe, une salle informatique, une bibliothèque, des bureaux et des installations d'assistance. A l'heure actuelle le centre emploie en tout 35 enseignants chevronnés dont 28 sont des femmes. A ce jour l'effectif cumulé des apprenants est de 1.239 inscrits dont 340 filles. Et le nombre de diplômés sortis du centre est de 211 dont 30% sont des filles. D'autres auditeurs au nombre de 1.132 (dont 51,5% de filles) y suivent des cours du soir en informatique, en droit et en alphabétisation des adultes.

##### Composante 2 Centres de formation professionnelle (SDC)

Les travaux de construction des SDC à Mkokotoni – Unguja et Vitongoji – Pemba sont achevés ; le mobilier et le matériel y ont été réceptionnés. Les deux centres ont une capacité d'accueil combinée de 600 apprenants dont 30% sont internes. Ces centres comptent également 10 salles de classe, 2 bibliothèques, 2 salles informatiques, 2 blocs administratifs, 2 salles de professeurs, 7 logements du personnel, 2 cafétérias, 6 installations de foyers d'étudiants d'une capacité de 400 étudiants. Ils disposent aussi de 22 ateliers comprenant: 2 pour la mécanique, 2 pour la maçonnerie, 2 pour l'électronique, 2 pour le froid et la climatisation, 2 pour la soudure, 1 pour la sculpture et le tissage, 2 pour la plomberie, 2 pour l'agroalimentaire et la restauration, 1 pour la peinture et la décoration, 2 pour le montage d'étables, 2 pour le montage de poulaillers, et 2 pour le vivrier et l'horticulture. Lorsque ces deux centres tourneront à plein régime, ils produiront au moins 300 diplômés chaque année toutes disciplines confondues. Selon les prévisions, 20% de ces nouveaux diplômés pourraient monter leurs propres affaires grâce à la pépinière d'entreprises. Au total 40 enseignants instructeurs ont été entraînés et seront déployés à partir de janvier 2010.

### Composante 3 – Pépinières d'entreprises (PE)

Les pépinières d'entreprises seront créées dans les 2 SDC pour donner des conseils en matière d'entreprise aux potentiels diplômés. Puisque les pépinières ne seront fonctionnelles qu'après l'obtention de leurs diplômes par les étudiants de la première promotion, le gouvernement a commencé par les prêts aux femmes ou par la sous-composante du fonds de micro-crédit aux coopératives. Les 19 institutions de micro-finance, les coopératives d'épargne et de crédit et les IFM ont octroyé des prêts dont le montant cumulé s'élève à 1.248.000.000 Tsh à quelque 6.333 bénéficiaires directs, constitués à 70% de femmes. Les principales activités dans lesquelles leurs clients ont investi sont : l'élevage de volaille, l'agriculture, les petites unités de transformation, la culture des algues marines, et le petit commerce. Compte tenu de la forte demande de crédit, la CEP, en étroite collaboration avec le projet SELF financé par le FAD, a formé en tout 359 clients qui sont membres des Savings and Credit Co-operative Societies (SACCOS, sociétés coopératives d'épargne et de crédit) à Unguja et à Pemba. Au rythme actuel des décaissements, le plan pourrait générer des intérêts sur prêts de quelque 100.000 dollars EU par an.

### Composante 4. – Renforcement institutionnel

Les centres de documentation des 3 ministères concernés et Pemba ont été achevés en 2005. Tous les ministères impliqués dans le projet ont utilisé les ressources destinées à la réhabilitation des bureaux devant accueillir la CEP et les centres de documentation (DC) pour financer en partie la construction de blocs ministériels qui comptent plus de 100 bureaux. Les DC au Ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique, au Ministère de l'Économie et des Finances, et au Ministère de la jeunesse, du travail, de la femme et de l'enfant, sont désormais fonctionnels. Les activités d'IEC (Information, Education et Communication) du projet comportaient des programmes de sensibilisation et de prise de conscience à l'endroit des jeunes, en particulier des filles, pour les encourager à se joindre au programme d'éducation parallèle.

### Composante 5 – Gestion du projet

Bien que le projet ait fermé en juin 2009, les activités de micro-finance se poursuivent. Le personnel essentiel pour les opérations de micro-finance, composé d'un directeur de la pépinière d'entreprises, d'un chargé de micro-crédit, d'un comptable, et d'un(e) secrétaire, constitue à l'heure actuelle l'équipe dirigeante des opérations de micro-finance.

#### 5. ACQUISITION DE BIENS, SERVICES ET TRAVAUX

Toutes les activités de passation de marchés ont été effectuées. Cinq (5) véhicules et deux (2) motocyclettes ont été acquis en plus du mobilier, des outils et du matériel pour les ateliers de la CEP. Le centre d'éducation parallèle, les 2 centres de formation professionnelle, un centre professionnel rénové et 3 centres de documentation. L'acquisition de 2 lots de matériel a été retardée. La livraison d'outils et de matériel a été retardée du fait d'un changement dans les formalités de transport. Les ordinateurs et leurs accessoires ont été déjà achetés et livrés avant que ne s'achèvent les travaux de génie civil des Centres de formation professionnelle ; d'autres dispositions pour l'entreposage ont donc été prises jusqu'à la livraison définitive des SDC.

#### 6. VIABILITE DU PROJET

Le centre d'éducation parallèle génère désormais des recettes à partir des frais de scolarité des jeunes inscrits auxquels s'ajoutent la location des bureaux et des salles de spectacle, ce qui lui permet d'avoir une certaine autonomie financière. Le centre a jusqu'ici généré une recette de 49.544.428 Tsh et a supporté des dépenses récurrentes d'un montant de 26.850.928 Tsh, ce qui donne un solde créditeur à la Banque de 22.693.500,91 Tsh. En conséquence, la subvention du gouvernement qui aurait dû être allouée au centre, si ce dernier ne générait pas ses propres ressources, pourrait servir à soutenir le centre de formation professionnelle en milieu rural. La création

de l'Office de formation professionnelle (VTA) augure bien de l'avenir des centres techniques et de formation professionnelle. Une réglementation portant taxation de 5% en faveur de la formation professionnelle sera bientôt publiée. Les recettes que générera cette taxe seront constituées des contributions que les employeurs verseront pour le compte de leurs employés, et permettront à l'Office (VTA) de poursuivre activement l'objectif du gouvernement visant à construire un centre de formation professionnelle dans au moins chacune des régions et de pouvoir en plus disposer des moyens d'assurer le maintien des centres existants. Le Conseil d'administration du VTA est composé de représentants du secteur industriel dont la tâche est de conseiller sur la pertinence et le besoin de compétences techniques ; ce qui permettra aux centres de formation professionnelle de régler leurs programmes d'études en conséquence.

## 7. IMPACT SUR LES FEMMES ET SUR LA SOCIETE

L'un des principaux objectifs du projet ALSD était d'accorder la plus grande importance à l'essor de l'éducation primaire parallèle, en marge du circuit scolaire classique, avec un souci affiché pour les filles qui sont encouragées à s'inscrire dans les centres d'éducation parallèle et les centres de formation professionnelle ; et l'autre était de faire chuter le taux de déperdition des filles et d'améliorer leur performance. Avec la hausse du taux net de scolarisation (TNS) dans la tranche d'âge de 7 à 14, de 76,3% en 2005 à 83,9 en 2007, on pourrait en déduire que les effectifs des analphabètes et des déscolarisés régressent inexorablement. Environ 40% des 400 jeunes inscrits aux centres de formation professionnelle qui démarrent la formation à partir de janvier 2010, sont des filles, et selon les prévisions, après leurs diplômes, elles seront engagées par les entreprises industrielles ou s'installeront à leurs comptes avec le concours financier du plan de micro-crédit.

## 8. CONCLUSION

Le projet d'études parallèles et de formation professionnelle qui a été formulé dans le cadre de la troisième composante du Plan directeur de l'Education à Zanzibar, et qui devrait s'achever en juin 2005, l'a finalement été en juin 2009. La plupart des objectifs du projet notamment l'éducation non formelle pour les enfants non scolarisés et pour les enfants déscolarisés, a été atteinte. Le Centre d'études parallèles qui a débuté comme structure chargée d'apprendre à lire et à compter aux jeunes qui s'y inscrivent, a élargi son programme d'études en y introduisant la formation technique. Le centre a produit 211 diplômés et compte depuis son ouverture en 2006 à ce jour 1239 jeunes qui s'y sont inscrits. Dans le cadre des activités d'information, d'éducation et communication, la CEP a produit un programme de sensibilisation et de prise de conscience à l'endroit de la jeunesse, en particulier des filles, afin qu'il y ait de leur part un engouement pour les études primaires complémentaires. Les centres de formation professionnelle ouvriront leurs portes en janvier 2010 et les premiers diplômés profiteront de la sous-composante du projet que sont la pépinière d'entreprises et le micro-crédit. Quelques 19 institutions de micro-finance ont obtenu des prêts s'élevant à 1.248.000.000 Tsh auprès de la facilité de micro-crédit du projet, qu'elles ont à leur tour concédés à des personnes morales et à des personnes physiques. Les bénéficiaires directs de ces prêts sont à ce jour au nombre de 6.333 dont 70% de femmes. Les remboursements ont été réguliers, et d'après les prévisions, le programme pourrait générer des intérêts sur prêts de l'ordre de 100.000 dollars EU, qui pourraient donc être versés sur le fonds de roulement. Bien qu'officiellement le projet soit bouclé, la CEP a été réduite en taille pour continuer de gérer la sous-composante pépinière d'entreprises et micro-crédit.

Le projet a produit plusieurs autres résultats qui n'étaient pas envisagés au départ. A titre d'exemple, le Centre d'études parallèles (ALC) est désormais un centre communautaire, qui accueille aussi des activités à caractère social. Les cours du soir, organisés au Centre d'études parallèles (ALC) a connu un franc succès en formant 1320 membres de la communauté (dont 51% de femmes) à l'informatique, au droit et à l'alphabétisation des adultes. L'ALC est financièrement autonome et a jusqu'ici engrangé la somme de 49.544.428 Tsh (soit 40.000 dollars EU). L'ALC à Unguja a initié la construction d'un ALC temporaire de 4 classes à Pemba, avec des fonds provenant du compte spécial. Toutes les activités de passation des marchés ont été menées. Cinq (5) véhicules et (2)

motocyclettes ont été achetées en plus de mobiliser, des outils et du matériel de l'atelier pour la CEP, le centre d'études parallèles, les 2 centres de formation professionnelle et les 3 centres de documentation. L'acquisition de 2 lots de matériel a été retardée. La livraison des outils et du matériel a été retardée à cause d'un changement dans les formalités de transport. Les ordinateurs et leurs accessoires ont été achetés et livrés avant que les travaux de génie civil des SDC ne soient achevés. Il a donc fallu prendre d'autres dispositions pour les entreposer avant la fin définitive des travaux des SDC.

Au lieu des bureaux de la CEP et du Centre de documentation (DC), qui étaient proposés au départ, le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement technique a utilisé les fonds alloués pour poser la fondation et élever le rez-de-chaussée d'un bâtiment à deux étages qui a abrité la CEP et le centre de documentation. L'exemple a été suivi par le Ministère des Finances et de l'Économie, qui s'est servi des fonds destinés au DC pour poser la fondation et élever le rez-de-chaussée d'un bâtiment qui a été par la suite achevé, et qui compte actuellement 40 bureaux, tandis que le Ministère du Travail, de la Jeunesse, de la femme et de l'enfant a utilisé les fonds qui lui sont alloués pour construire un centre de documentation et un espace complémentaire pour abriter des bureaux. Le projet a également initié l'idée d'un ALC permanent de trois étages, actuellement en cours de construction grâce à des ressources gouvernementales, ainsi que la création de l'Office de formation professionnelle de Zanzibar, qui compte actuellement sous sa tutelle les 2 centres de formation professionnelle construits par le projet ALSD.

1. Rapport d'évaluation de projet
2. Rapports trimestriels d'activité
3. Rapports d'audit
4. Dossiers et archives de projet à la BAD
5. L'analyse du système éducatif 2007, MoEVT
6. Plan de développement de l'éducation à Zanzibar
7. Extraits des données statistiques annuelles